

Ensemble,
soyons les militants
de la France

francoisfillon.org



Ensemble,
soyons les militants
de la France



Notre parti, c'est notre pays ! Dans la victoire comme dans la défaite, nous sommes à l'UMP des militants de la France. Hier aux responsabilités, aujourd'hui dans l'opposition, nous nous battons pour une haute idée de la nation française.

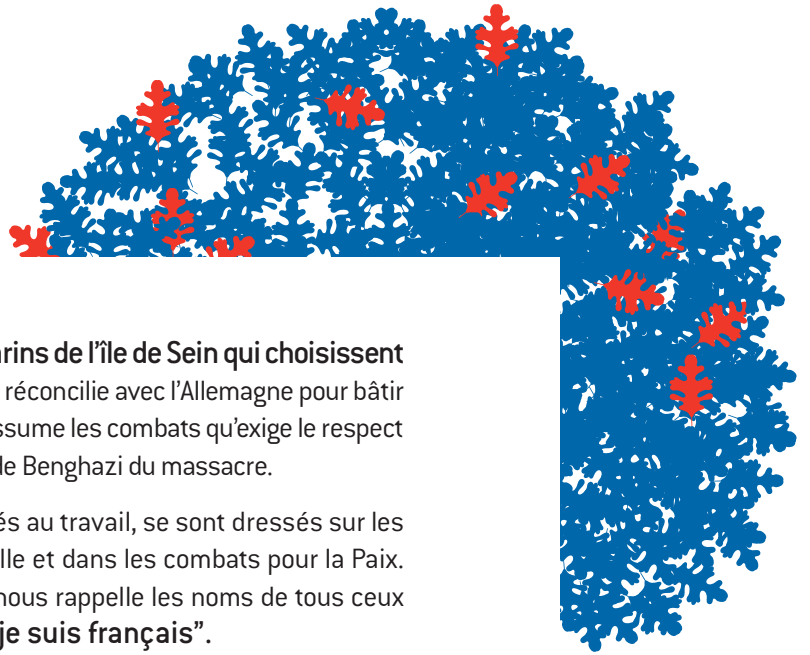
La France que nous aimons, c'est la France à la conquête du Progrès et de la Justice. C'est celle de tous ceux qui ont travaillé dur pour hisser notre pays au rang des nations développées. Rien n'était acquis, rien ne leur fut donné, rien ne nous autorise à croire qu'aujourd'hui notre génération n'a pas, elle aussi, sa part d'effort à accomplir.

La France que nous aimons, c'est la France en alerte qui se réforme avec courage pour se délivrer de ses blocages. Sans cesse dans son histoire, notre nation s'est faite dans le mouvement. Elle n'a jamais grandi dans le statu quo et les arrangements à la petite semaine, ce que le Général de Gaulle qualifiait en son temps de "petite soupe sur son petit feu, dans sa petite marmite". La France du "toujours plus", à "n'importe quel prix", et si possible "sans trop d'efforts", c'est la France qui s'enfoncé et se ment à elle-même.

La France que nous aimons, c'est la France de l'Ecole républicaine qui affiche sur ses frontons : Liberté, Egalité, Fraternité. Notre République est née de siècles de combats pour faire triompher le savoir pour tous, l'intérêt général, la liberté de conscience et l'égalité, face à la dure résistance des privilèges, des corporatismes et des communautarismes. Notre pays n'est pas la juxtaposition de clans, de ghettos et de communautés affichant leurs règles au-dessus des règles de la République. **Notre unité nationale est notre bien le plus sacré.** Chaque citoyen a des droits et devoirs et chacun doit offrir au pays autant qu'il reçoit de lui.

La France que nous aimons protège ses concitoyens grâce à la Sécurité Sociale, mais refuse les abus de ceux qui se jouent de la générosité de tous. C'est la France qui sait qu'on ne peut pas bénéficier de la meilleure santé du monde, l'Ecole et l'Université gratuites, des retraites pour tous, des allocations pour ceux qui sont dans le besoin, sans se retrousser les manches. C'est la France des bénévoles qui se dévoue pour les écorchés de la vie. C'est la France des familles, parents et grands-parents, qui éduquent leurs enfants et leur transmettent les valeurs du travail, du mérite, du civisme.

La France que nous aimons, c'est celle des entrepreneurs, des artistes, des agriculteurs, des serviteurs de l'Etat. C'est la France des sciences et des industries qui dans ses usines construit le TGV, la fusée Ariane, la fibre optique, le viaduc de Millau. C'est la France des laboratoires qui luttent contre le cancer, le sida, Alzheimer. C'est la France qui fait des heures supplémentaires par passion ou par devoir.



La France que nous aimons, c'est la France des marins de l'île de Sein qui choisissent la liberté et l'honneur. C'est la France qui résiste et se réconcilie avec l'Allemagne pour bâtir sur les ruines, l'Union européenne. C'est la France qui assume les combats qu'exige le respect de la dignité humaine et qui, hier encore, sauve la ville de Benghazi du massacre.

Tout au long des siècles, les Français se sont acharnés au travail, se sont dressés sur les barricades, se sont sacrifiés sur les champs de bataille et dans les combats pour la Paix. La France que nous aimons – notre chère France – nous rappelle les noms de tous ceux qui ont tout donné pour nous léguer la fierté de dire **“je suis français”**.

2000 ans d'histoire nous donnent la force et l'expérience pour demeurer une grande nation. Mais notre avenir n'est pas écrit. Il est implacable pour les peuples qui baissent les bras et esquivent la vérité.

Nous vivons une césure historique qui nous place en situation d'urgence.

Pendant des siècles, la France, avec quelques rares autres nations, a “dominé” le monde. Cette puissance sans égale nous a permis de bâtir une société prospère. Désormais, le monde s'est réveillé et prend sa revanche sur l'Histoire. Des pays entiers se dressent, en quête de progrès et de nouveaux marchés. Quand nous luttons pour préserver notre héritage, ils se battent pour constituer le leur. Quand, chez nous, nous tentons de sauver une entreprise, ces pays en créent mille ! La crise actuelle qui frappe l'Europe n'est pas seulement financière. C'est bien la crise de la “vieille” civilisation européenne surendettée et défiée par la vigueur de la mondialisation.

Dans dix ans, la France et l'Europe seront-elles encore en mesure d'influer sur le cours du monde ou bien sortiront-elles de l'Histoire ? Seront-elles en capacité de maintenir leur modèle de vie ou seront-elles condamnées aux pires sacrifices ?

Face à ces questions décisives, **la France est devant un choix existentiel : le déclin ou le sursaut.**

Ce sursaut, Nicolas Sarkozy l'avait engagé avec une audace inédite. J'assume avec loyauté et fierté ce quinquennat de réformes et je constate que les premiers mois de la gauche au pouvoir lui donnent déjà ses lettres de noblesse. La France “normale” de François Hollande se révèle être une France sans direction, sans ambition, une France qui biaise avec les réalités du monde. Nos handicaps structurels – déficits et sous-compétitivité française – vont s'aggraver sous les coups d'une politique démagogique et frileuse.

Notre déclin économique et social est programmé. **L'UMP doit s'y opposer de toutes ses forces et bâtir les conditions d'un large rassemblement pour servir au redressement de la France.**

Ce rassemblement ne se décrète pas ! Dans l'opposition, le mauvais réflexe est de penser que le balancier électoral jouera mécaniquement un jour en notre faveur. Miser sur cet effet de balancier, c'est compter sur la faute de l'adversaire. Or nous n'avons pas le droit d'être aussi peu ambitieux, pas le droit de miser sur l'échec de la France, pas le droit de penser que notre victoire s'imposera de façon systématique.

Le chemin de la reconquête sera difficile, parsemé d'obstacles, miné par le doute de nos concitoyens à l'égard de la politique. Il faut reprendre le chemin du militantisme pour nous replonger et nous ressourcer dans la société française.

Pour retrouver le coeur des Français, nous avons un profond travail de crédibilité à accomplir.

Crédibilité dans notre attitude qui ne doit être ni sectaire, ni arrogante, mais tournée vers l'écoute des Français et le partage de nos convictions. Crédibilité de notre projet qui doit être solidement réfléchi, débattu avec nos adhérents et toutes les forces professionnelles et intellectuelles de notre pays.

Crédibilité dans notre capacité à réinventer l'UMP et à débattre librement entre nous sans ruiner notre unité. Crédibilité dans notre façon franche et responsable de nous opposer à la gauche car notre but n'est pas de nous enfermer dans le rôle d'opposant attiré du parti socialiste, mais de devenir le parti incontournable de l'alternance politique.

Au nom du rassemblement, évitons les fausses pistes !

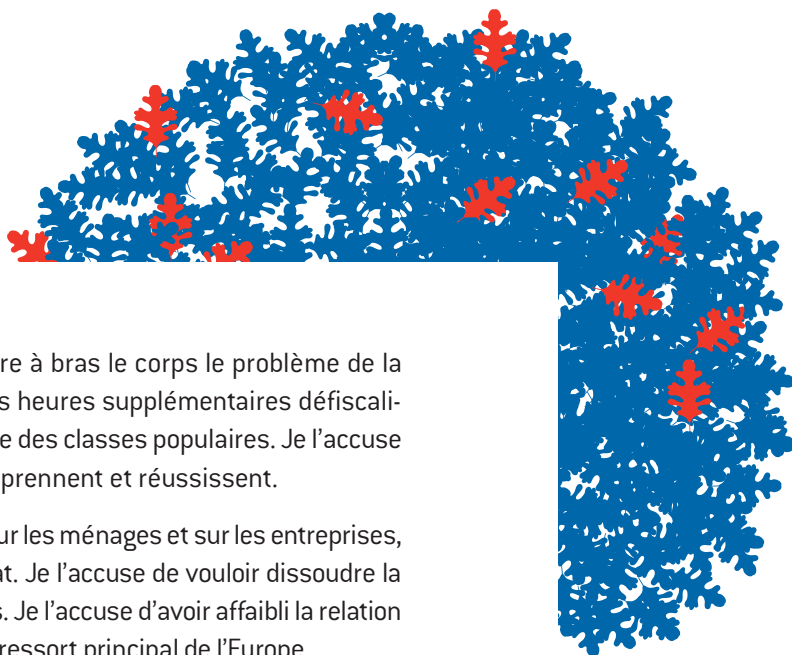
La question n'est pas de savoir si l'UMP doit être au centre, à droite ou plus droite car on ne peut entraîner le peuple français dans sa diversité en se repliant sur une case politique et idéologique. La question n'est pas non plus d'imaginer des alliances partisans de circonstances qui ne tiendraient ni par des valeurs partagées ni par un programme commun. A ceux qui m'interrogent sur nos relations avec l'extrême droite, je réponds "soyons forts et soyons nous même, car c'est ainsi, et seulement ainsi, que nous retrouverons la confiance des citoyens".

Notre défi est de faire de l'UMP le premier parti de France, un parti populaire et moderne capable de rayonner au-delà de ses rangs et d'attirer vers lui une majorité de Français. La vocation de notre mouvement est de rassembler autour d'un idéal commun, le salarié et le chef d'entreprise, l'agriculteur et l'ouvrier, le retraité et le jeune de la cité, le patriote et le partisan de l'Europe...

Il faut aller au-devant des électeurs modérés qui nous ont quittés, au-devant des abstentionnistes de plus en plus nombreux, au-devant des électeurs du Front National qui se sont détournés de nous, au-devant des jeunes qui nous dédaignent, au-devant du monde syndical et associatif, au-devant des intellectuels avec lesquels nous ne devons pas craindre le débat. Pour tous ces Français, **je veux que l'UMP soit considérée comme le parti de l'intérêt général et du redressement français.**

La gauche détient tous les pouvoirs, mais pas celui de nous faire taire. **Voilà pourquoi notre premier devoir est d'assumer une opposition ferme et responsable.**

J'accuse François Hollande de découvrir que la crise est dure et de n'avoir aucune stratégie efficace pour nous éviter la récession. J'accuse son gouvernement de vouloir dépenser



plus et réformer moins. Je l'accuse de ne pas prendre à bras le corps le problème de la compétitivité française. Je l'accuse d'avoir sacrifié les heures supplémentaires défiscalisées, elles qui valorisaient le travail et la feuille de paye des classes populaires. Je l'accuse de diviser les Français en stigmatisant ceux qui entreprennent et réussissent.

Je l'accuse de vouloir financer sa politique par l'impôt sur les ménages et sur les entreprises, plutôt qu'en réduisant fortement les dépenses de l'Etat. Je l'accuse de vouloir dissoudre la citoyenneté en accordant le droit de vote aux étrangers. Je l'accuse d'avoir affaibli la relation franco-allemande, et, du même coup, d'avoir affaibli le ressort principal de l'Europe.

Au Parlement, dans les collectivités territoriales, sur le terrain militant, le travail d'opposition de l'UMP est d'alerter les Français, il est de ne jamais laisser les socialistes en paix et d'exiger d'eux qu'ils rendent constamment des comptes au pays !

La fermeté de l'UMP doit s'appuyer sur une vision de la France et des propositions solides. Il faut gagner la bataille des idées car c'est elle qui commande les victoires politiques.

Pour redresser la France, je propose un triple pacte.

- Un pacte de productivité qui doit permettre à la France de travailler plus, d'innover plus, de dépenser moins. Je me prononce pour une nouvelle donne économique, fondée sur la baisse du coût du travail, le passage d'une société du chômage à une société en formation, la fin des 35 heures pour laisser aux entreprises et aux salariés le pouvoir de négocier le temps de travail en fonction des aléas économiques.
- Un pacte national qui impose le respect des valeurs républicaines. Délinquance, incivismes, replis communautaires et intégrismes, toutes ces dérives disloquent l'unité nationale. Comment agir dans la mondialisation, si nous sommes nous-mêmes déchirés de l'intérieur ? L'Ecole doit retrouver son rôle unificateur. L'autorité de l'Etat doit être restaurée. Le sentiment d'impunité doit être éradiqué par la sécurité et la Justice. Le contrôle strict de l'immigration doit aller de pair avec l'instauration d'une politique d'assimilation car la France des Droits de l'Homme n'est pas compatible avec les communautarismes.
- Un pacte européen pour donner à l'Union la force qu'exigent les temps nouveaux. Chine, Inde, Brésil, le XXI^{ème} siècle est en train de basculer en faveur de ces milliards d'habitants épris de réussite. L'Europe est notre tremplin et notre digue pour résister aux assauts de la mondialisation. L'UMP doit incarner un patriotisme éclairé, hissé au niveau des intérêts communs de la France et de l'Europe. En 1992, j'ai voté contre le traité de Maastricht. Hier comme aujourd'hui, je milite pour une Europe politique qui décide et agit. Il faut renforcer le tandem franco-allemand, clarifier les institutions européennes, homogénéiser nos politiques économiques et fiscales, redéfinir les priorités de l'Europe face à la concurrence internationale.

Ce triple pacte a vocation à être débattu entre nous, complété, puis scellé par un référendum interne. Le moment venu, notre projet devra servir de base à des assises ouvertes à toutes les composantes de l'opposition républicaine et tous les courants intellectuels et professionnels du pays. C'est de la sorte que nous disposerons d'une plate-forme programmatique crédible autour de laquelle nous pourrions convaincre et fédérer les Français.

Notre premier rendez-vous avec les électeurs, sera celui des élections municipales. Il y a des lieux en France où l'UMP est en déshérence, faute de combattants. Pour les élections municipales nous mettrons immédiatement en place "un pôle reconquête" qui sélectionnera et formera les candidats, coordonnera les primaires là où elles seront nécessaires, à commencer par Paris.

Rien de tout cela n'est possible, sans une UMP modernisée dans son fonctionnement et rassemblée dans sa volonté de vaincre. J'ai été militant, président de fédération de l'UMP, maire, responsable d'un conseil général puis d'un conseil régional, député d'une circonscription à la fois rurale et populaire, **je sais que le cœur de de notre mouvement bat au rythme du peuple français, pas au rythme de la technocratie et des oukases.**

Un parti moderne comme le nôtre doit être en permanence à l'affût des idées nouvelles et à l'écoute des différences. Il doit offrir à ses adhérents et militants le droit absolu d'être entendu, associé et respecté.

Je veux démocratiser notre mouvement en renforçant le pouvoir des adhérents sur les investitures et sur la ligne politique, en développant l'usage des référendums internes, en donnant plus de moyens aux fédérations afin d'adapter leur action à leurs réalités locales, en instaurant dans nos statuts le principe des primaires ouvertes afin d'offrir à tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs la possibilité de choisir celui qui défendra les couleurs de l'UMP en 2017.

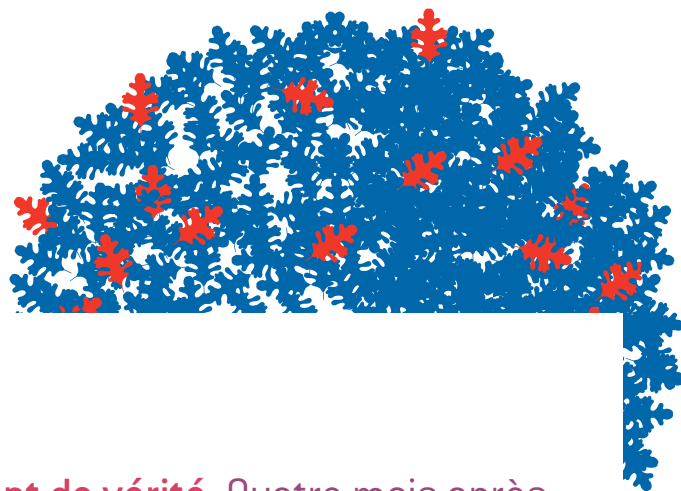
Mais plus de démocratie interne, c'est aussi plus de responsabilité ! Toutes les opinions et les sensibilités doivent pouvoir librement s'exprimer, mais une fois la ligne politique adoptée, chacun devra la respecter ! Je ne veux pas voir l'UMP devenir le parti socialiste avec ses chapelles et ses querelles de courants. Si les adhérents m'accordent leur confiance, mon devoir sera de rassembler notre famille politique car il serait impossible de rassembler les Français si nous étions divisés en clans.

Redressement de notre pays, rassemblement des Français, rénovation de notre parti : voici les objectifs autour desquels je propose de nous mobiliser.

Dès à présent, des milliers d'adhérents et des centaines d'élus ont rejoint notre marche militante. **Cette marche, nous allons l'accélérer et nous pouvons l'amplifier ensemble.** Elle incarnera ainsi le début d'une nouvelle espérance commune.

François Fillon

Notre Pacte *pour la France*



La France se trouve à un moment de vérité. Quatre mois après l'élection présidentielle, nous mesurons à quel point la situation économique évolue rapidement.

Quatre mois, cela paraît très court. Et pourtant, nous sentons déjà que nos marges de manœuvre se sont réduites. Les prévisions économiques s'assombrissent. Chaque jour apporte son lot de plans sociaux et de licenciements. La pression fiscale s'accroît dans des proportions sans précédent, sur les plus aisés bien sûr, mais aussi sur les plus modestes et les classes moyennes, sur les salariés qui effectuent des heures supplémentaires, sur les travailleurs indépendants, demain peut-être sur les retraités.

S'il y a une leçon à tirer des cent vingt derniers jours, c'est que la France a besoin d'actes et non de paroles. Le temps passé à discourir, à se reposer, à célébrer sa victoire, est un temps irrémédiablement perdu. **Aucune pause n'est possible quand la France doit emprunter un milliard tous les deux jours**, quand la récession nous guette, quand les extrémistes manifestent, quand l'Europe vacille. En s'attachant uniquement à critiquer notre action, à revenir sur les mesures courageuses initiées par Nicolas Sarkozy, les socialistes n'ont pas fait avancer la France. Ils l'ont dangereusement fragilisée.

Notre pays est sous la menace de trois dangers qui peuvent être fatals : son manque de compétitivité, son manque d'unité, son manque d'Europe politique.

Pour redresser la France, je propose un triple pacte : productif, national et européen.

Un pacte productif

Le renforcement de notre productivité est la clé de tout le reste. Pour vaincre le chômage, pour continuer à financer notre modèle social, nous devons retrouver le chemin de la croissance, renouer avec une ambition industrielle, valoriser le travail, réhabiliter l'entreprise, remettre nos finances publiques en ordre.

Après avoir nié les déficits, la gauche s'est convertie à la nécessité de revenir à l'équilibre budgétaire. Elle n'a guère le choix, il en va de la crédibilité et de la survie de l'euro. Mais il est suicidaire de prétendre restaurer les comptes publics uniquement par des hausses d'impôts. **La rigueur sans la réforme est une impasse qui étranglera les forces productives de notre pays.** Pour retrouver la croissance économique et l'équilibre financier, nous devons d'abord produire davantage.

La compétitivité, les socialistes en parlent de temps en temps, mais ils trouvent tous les jours un moyen de l'affaiblir. Où est l'encouragement à investir, quand on prévoit dix milliards d'impôts supplémentaires pour les entreprises ? Où est la récompense du travail, quand on supprime les heures supplémentaires défiscalisées, quand on taxe à 75 % les revenus, quand on abandonne la TVA compétitivité ? Où est l'incitation à innover quand on ne cesse de stigmatiser la réussite ? Tous nos voisins cherchent à attirer les talents, le gouvernement français est le seul au monde à proclamer sa volonté de les pénaliser par des prélèvements confiscatoires !

Pour assurer le redressement de notre pays, toute la France doit travailler plus, se former plus, investir et innover plus.

Il faut, une bonne fois pour toutes, nous libérer du carcan des 35 heures qui pénalise nos entreprises, stérilise la croissance, pèse sur le pouvoir d'achat, et de manière générale en finir avec l'idéologie absurde du partage du travail qui a accélérée la désindustrialisation du pays et les délocalisations.

Les lois sur les 35 heures doivent être abrogées pour donner aux entreprises la possibilité de négocier la durée du temps de travail avec leurs salariés. Elles pourront fixer librement le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, dans le respect des durées maximales prévues par la réglementation européenne. Les gains seront partagés : plus de compétitivité pour les entreprises, plus de pouvoir d'achat pour les salariés – et aussi plus de richesses pour financer notre modèle social.

Cette mobilisation nationale autour du travail exige de revoir notre conception du chômage. **Nous proposons de remplacer l'indemnisation du chômage par l'indemnisation de la formation, pour tous les demandeurs d'emploi.** Chaque chômeur doit avoir la possibilité, et le devoir, de choisir une formation le qualifiant pour un métier ouvrant sur des débouchés. 2 millions d'emplois sont non pourvus faute de qualifications adaptées ! Cette réforme exige une refonte radicale de notre système de formation professionnelle, si nécessaire par le biais du référendum.

Nous souhaitons que l'on instaure l'obligation pour les bénéficiaires du RSA de participer à un travail d'intérêt général, à hauteur de 7 heures par semaine. Cet effort constituerait une contrepartie normale pour ceux qui bénéficient de la solidarité nationale. Cela renforcera leurs chances d'insertion en évitant de les couper entièrement du monde du travail.

Nous devons simplifier l'embauche.

Notre droit du travail pénalise les entreprises par sa complexité, par sa rigidité et par les coûts qu'il induit. Il pénalise aussi l'emploi en poussant chacun à retarder au maximum les recrutements. Et il protège de plus en plus mal les salariés, puisque la précarité ne cesse de s'accroître : trois quarts des recrutements s'effectuent aujourd'hui en CDD. **Il faut créer un nouveau contrat de travail, alliant flexibilité et sécurité,** qui évite les effets de rupture entre CDD et CDI.

Nous devons alléger les charges et les contraintes qui pèsent sur l'activité. Baisser le coût du travail est un impératif ! A recettes égales, il vaut mieux réduire l'impôt sur ce qui est produit en France et taxer plus lourdement les marchandises en provenance de pays qui ne font pas face aux mêmes contraintes sociales et environnementales que nous. Nous y parviendrons grâce à une **TVA compétitivité**, comme l'avait proposé Nicolas Sarkozy. Nous souhaitons aussi remplacer une partie des charges salariales par une fiscalité écologique, qui s'appliquera notamment aux produits importés en fonction de leur impact sur l'environnement. A plus long terme, **il faut engager une réflexion sur la refonte complète du mode de calcul des charges sociales afin de prendre en compte la valeur ajoutée produite par les entreprises.**

Il faut renforcer l'investissement des entreprises qui est le poumon de la guerre économique. **Il faut assurer la déductibilité des intérêts d'emprunt, maintenir la réforme de la taxe professionnelle, orienter l'épargne vers les entreprises.** A cet égard, l'augmentation du plafond du livret A, prévu par le gouvernement, va assécher le potentiel d'investissement vers notre secteur économique.

Pour rendre nos entreprises plus compétitives, nous devons simplifier les procédures. Il n'est pas normal qu'un grand projet immobilier nécessite un délai de dix ans, alors qu'il est mené en quatre ans chez

Notre Pacte pour la France

beaucoup de nos voisins. Il n'est pas normal que les responsables de petites entreprises doivent chaque année consacrer plusieurs semaines au remplissage de formulaires ou de déclarations de plus en plus complexes. Nos entreprises ont besoin d'un cadre juridique simple et stable pour consacrer toutes leurs forces à produire et à innover. **Nous proposons la suppression de 1000 normes en 5 ans.** Nous voulons aussi que puisse s'appliquer aux artisans et aux petites entreprises le principe "zéro activité/zéro charge", comme c'est le cas aujourd'hui pour les auto-entrepreneurs.

Rendre notre économie plus compétitive, c'est aussi la préparer à tous les défis du futur. Celui de l'alimentation, avec la protection et le développement de notre agriculture. Celui du développement durable : énergies renouvelables, véhicule de demain, réduction de la consommation d'énergie et de l'émission de gaz à effet de serre. La politique des investissements d'avenir doit être poursuivie et relayée au niveau européen.

Nous devons restaurer l'équilibre des comptes. C'est une question vitale de souveraineté et de compétitivité. Il n'y a pas de réduction des charges durable si le déficit ne cesse de s'accroître, faisant peser une véritable épée de Damoclès sur notre économie. Les promesses démagogiques de François Hollande, comme la baisse du prix de l'essence ou l'augmentation des recrutements dans la fonction publique, sont le contraire de ce qu'il faut faire. Il nous faut une stratégie budgétaire d'ensemble. **Nous proposons une triple règle d'or qui touche tous les niveaux : Etat, Sécurité sociale, collectivités locales.**

■ **Règle d'or de l'Etat** : elle doit concerner le déficit, mais aussi le niveau des prélèvements. Un Gouvernement responsable est celui qui accepte de limiter ses dépenses, pas celui qui augmente sans cesse les impôts dans un pays qui a déjà l'un des niveaux de prélèvement les plus élevés au monde. Le respect de cette règle d'or exige la réduction continue des

recrutements de fonctionnaires, l'amplification de la revue générale des politiques publiques, la reconduction en valeur du budget de l'Etat, sans tenir compte de l'inflation, durant cinq ans.

■ **Règle d'or sociale** : les dépenses ne peuvent pas progresser plus vite que la croissance. Nous ne pouvons plus demander à notre Sécurité sociale de distribuer plus de richesses que nous en produisons. En cas de dépassement, des mesures d'urgence seront proposées par un comité indépendant. L'examen de toutes les allocations dont la légitimité et l'efficacité méritent d'être vérifiées doit être engagé. Il faut également avoir le courage de réexaminer toutes nos règles d'indexations automatiques. Parce que la Sécurité sociale est le bien de tous, nous proposons que toute fraude entraîne un an de suspension des prestations sociale, hors urgence médicale. Pour l'accès à la CMU et l'AME, une participation financière sera exigée car la solidarité est un droit, non un dû sans contreparties.

■ **Règle d'or locale** : limitation pour les collectivités trop dépensières. Les dotations aux collectivités locales doivent obéir à la même rigueur que les dépenses de l'Etat. La discipline partout et pour tous est nécessaire. Quant aux excès de certaines collectivités territoriales, ils devront être sanctionnés.

Nous devons rénover le service public. L'Ecole, l'Hôpital, la protection sociale, les grandes infrastructures : tout cela fait partie d'un patrimoine que nous devons moderniser pour le préserver.

Ce renouveau du secteur public passe par des fonctionnaires moins nombreux et mieux payés. D'abord parce que les tâches que l'on attend d'eux sont de plus en plus qualifiées. Mais aussi parce que l'extension de la durée du travail ne pourra se limiter au privé. Cette politique déjà mise en œuvre par d'autres pays profondément attachés à leur secteur public, comme la Suède, permettra du même coup une réduction durable des dépenses de l'Etat.

Cette évolution devra s'accompagner d'une simplification radicale de la fonction publique qui devra passer de 300 corps à 20 ou 30 grandes catégories afin de favoriser les évolutions de carrière et la rémunération au mérite. **Nous devons aussi simplifier notre organisation territoriale.** Le gouvernement actuel commet une faute très lourde en programmant la suppression du conseiller territorial. Ce retour en arrière devra, le moment venu, être surmonté par un nouveau bond en avant dans la simplification territoriale.

Un pacte national

Si l'on nous demande ce que veut dire "être de droite", nous répondons que c'est la certitude qu'il n'y a pas de droits sans devoirs, que les notions de citoyenneté, de mérite et de responsabilité ont un sens. Il faut restaurer dans notre République cet équilibre des droits et des devoirs, qu'il s'agisse de faire réussir l'école, d'assurer la sécurité de tous ou de définir le cadre d'une politique républicaine de l'immigration.

Bâtir l'École de l'égalité des chances, c'est le cœur de notre pacte national.

L'égalité devant le savoir passe d'abord par la sécurité dans l'établissement et le respect des maîtres. Chaque établissement doit nouer un partenariat avec les acteurs chargés de la sécurité; et les familles n'assumant pas leurs devoirs éducatifs vis-à-vis de leurs enfants doivent être alertées et sanctionnées en cas de démission flagrante. Face au fléau de la drogue, à l'École, la tolérance zéro doit s'imposer ! L'inscription en internat de réinsertion scolaire des élèves soumis à une exclusion définitive doit être prévue. C'est la seule solution pour mettre fin aux problèmes posés par les élèves très perturbateurs, qui sont renvoyés d'établissement en établissement.

Chaque année, 160.000 jeunes, sortent du système scolaire sans qualification. La faille de la République commence là !

Nous devons garantir la maîtrise des savoirs fondamentaux à l'entrée du collège et à nouveau à l'entrée du lycée. **Nous proposons un test d'évaluation à l'entrée en 6^{ème} et la création au collège de classes de soutien pour les élèves ne maîtrisant pas le socle commun.** De même, il faut revaloriser le brevet du collège, prévoir des modules intensifs de mise à niveau au lycée pour ceux qui échouent et créer des voies "appliquées" dès 14 ans débouchant sur l'apprentissage et la qualification professionnelle.

Nous devons faire de l'alternance une voie de formation aussi valorisée que la filière générale.

Le précédent gouvernement a déjà beaucoup fait, mais l'Allemagne compte trois fois plus d'apprentis que nous ! Nous devons revoir notre système d'orientation, inciter davantage les entreprises, développer l'apprentissage dans les lycées. Nous proposons en outre de créer des "universités professionnelles" à côté des universités classiques.

Pour réussir, l'école doit se réorganiser. Comme dans les autres pays européens, les enseignants doivent être mieux payés, plus polyvalents, avec le même nombre d'heures que leurs homologues étrangers. **Nous proposons l'annualisation du temps de travail des enseignants pour augmenter leur temps de présence, y compris hors des classes.**

Pour s'adapter en permanence aux réalités de chaque établissement, **les chefs d'établissement du secondaire doivent devenir les gestionnaires de leurs personnels enseignants, administratifs, contractuels** : ils ont besoin de souplesse au lycée et au collège pour fédérer leurs équipes autour d'un projet commun.

La République, c'est le droit de tous à la sécurité.

Pour nous, la sécurité est une priorité qui fut au cœur de l'action résolue de Nicolas Sarkozy. **Il faut mettre fin à l'impunité.** Le gouvernement Ayrault fait exactement l'inverse. Dès le lendemain de l'élection, les annonces se sont succédées : fin des peines planchers, suppression

Notre Pacte *pour la France*

des jurys populaires, débat dévastateur sur la limitation des contrôles d'identité et la dépénalisation du cannabis. C'est la perspective d'une flambée de la délinquance si l'on continue ainsi.

Pour l'UMP, une peine doit être prononcée pour chaque délit et chaque peine doit être exécutée. Le sentiment d'impunité est une insulte aux victimes et une incitation à la récidive. **Nous proposons que le principe des peines planchers soit généralisé à tous les délits**, comme nous l'avons fait pour les récidivistes et pour les délits aggravés avec violence. Et comme une peine ne vaut que si elle est réellement exécutée, toute libération conditionnelle doit être interdite tant que le détenu n'en a pas effectué les deux tiers. Nous souhaitons par ailleurs le **développement de brigades fiscales** chargées de lutter, dans les quartiers, contre les fraudeurs délinquants dont le train de vie est sans commune mesure avec les revenus déclarés.

Tout cela suppose de pouvoir appliquer les condamnations et donc de **construire de nouvelles prisons pour atteindre 80.000 places**. Cet objectif, inscrit dans la loi de mars 2012, a été abandonné par le nouveau gouvernement alors qu'il en va de notre capacité à faire exécuter les peines et de la dignité des conditions d'incarcération.

Nous devons enfin poser des règles claires pour une assimilation réussie et une immigration maîtrisée. La France a une tradition d'accueil. Cette tradition ne peut fonctionner que sur des règles claires : le respect des principes de la République et de la laïcité, la fierté d'être citoyen français, le refus de toute discrimination.

Sur l'immigration, nous avons un devoir de vérité. La France a intégré depuis des siècles des générations d'étrangers qui lui ont apporté leur énergie, lui ont offert leur force de travail mais aussi ce vent du large qui enrichit celui qui l'accueille. Aujourd'hui, nos conditions économiques et sociales commandent de réduire le flux de l'immigration et

exigent de renouveler le principe de l'assimilation des étrangers qui vivent légalement sur notre sol. **La résurgence des communautarismes nous interdit toute complaisance ou défaillance.**

Nous voulons développer les outils d'une politique migratoire qui s'assure, en amont, des capacités d'intégration professionnelle, financière et culturelle des étrangers accueillis légalement sur notre sol ; en aval, qui s'assure du respect de nos lois. **Chaque année, le Parlement devra fixer précisément les objectifs de cette politique et le nombre de migrants qui pourront être accueillis en France.**

Il n'y a rien de choquant à dire que les étrangers qui s'installent régulièrement chez nous ont vocation à s'approprier l'héritage du pays des droits de l'homme ; rien d'outrageant à ce que notre patriotisme soit mis en partage. C'est aux étrangers qu'il revient de faire l'effort d'intégrer la France, avec ses lois, sa langue et ses mœurs, et non à la France de se plier à des coutumes ou à des règles qui ne seraient pas conformes à son pacte républicain. **L'assimilation signifie que celui qui vient légalement en France adopte réellement la France, et, dès lors, la France l'adopte comme l'un des siens.**

Nous sommes pour une laïcité forte. En charge du Ministère de l'Education Nationale, François Fillon fut l'un des premiers à imposer la lutte contre le communautarisme dans le débat public et le droit français, à travers la loi d'interdiction des signes religieux à l'école en 2004.

Pour nous, la citoyenneté a un sens. **Nous sommes fermement opposés au droit de vote des étrangers**, car la citoyenneté ne se découpe pas en tranches. Elle est l'expression d'une adhésion à la Nation. **C'est pour cela que nous souhaitons mettre fin à l'automatisme de l'acquisition de la nationalité pour les enfants nés en France de parents étrangers.** Il faut que cette naturalisation ne soit plus automatique mais procède d'une manifestation de volonté, pour que chacun comprenne qu'elle comporte des droits et des devoirs.

Parce que chacun doit faire ses preuves, **nous proposons de réserver l'accès aux prestations sociales aux étrangers ayant séjourné régulièrement sur le territoire pendant plus d'un an.**

Dans ce domaine comme dans les autres, la République pourra se montrer d'autant plus généreuse qu'elle sera ferme sur ses principes. Les étrangers qui nous rejoignent, qui respectent nos règles et travaillent pour notre pays, trouveront toujours chez nous respect et solidarité. Notre mouvement combattra toutes les manifestations de racisme et de discrimination. Nous sommes contre le communautarisme. Mais nous sommes tout autant opposés au racisme.

Un pacte européen

Aujourd'hui, défendre la souveraineté nationale c'est défendre l'Europe. Etre patriote, c'est voir dans l'Union européenne la seule réponse possible à l'émergence des nouvelles puissances et à l'instabilité du monde. En militant pour une Europe politique, l'UMP est bien placée pour concilier deux exigences : celle de l'intérêt national et celle de l'intérêt européen.

La crise de la zone euro nous oblige à repenser le projet européen. Il faut rétablir la confiance franco-allemande aujourd'hui mise à mal par François Hollande et engager une nouvelle étape de la construction européenne, fondée sur trois cercles : la zone euro, l'Union européenne, et les partenaires de l'Union.

Nous devons doter la zone euro d'un véritable gouvernement économique. C'est indispensable pour donner à l'euro l'assise politique qui lui manque. Ce gouvernement économique européen doit avoir la responsabilité de veiller à l'équilibre budgétaire et à la cohérence des stratégies économiques dans l'ensemble des pays de la zone euro. Il devra être contrôlé par une représentation des parlements nationaux et du parlement européen. Ce gouvernement économique devra également fixer un agenda précis pour harmoniser

dans la zone euro les règles fiscales, le droit du travail... Il n'est plus tenable que les pays de l'euro ne fassent pas converger leurs modèles fiscaux, économiques et sociaux alors qu'ils sont de fait de plus en plus solidaires.

Pour contrer les dérives d'une Europe trop souvent illisible et impuissante, **nous proposons la fusion du Président de la Commission et du Président du Conseil**, et la mise en place d'un haut responsable des finances ayant pouvoir d'assurer un contrôle sur les pratiques des Etats concernés.

Nous voulons une Union européenne renforcée, qui sache défendre ses intérêts et protéger ses frontières. L'Union européenne doit être une place forte. Elle doit faciliter la création de géants industriels européens. Elle doit rester ouverte sur le monde, mais sur la base du donnant-donnant, face à des grands concurrents qui se protègent plus que nous. **Il faut instaurer la réciprocité**, par exemple pour les marchés publics, car il n'y a aucune raison d'ouvrir nos appels d'offres publics aux entreprises de pays qui refusent de faire de même.

Parce que l'Union européenne doit être plus qu'un marché, elle doit développer un programme de grands investissements pour la recherche, l'industrie et l'innovation. Nous avons vu, avec les grands investissements d'avenir voulus par Nicolas Sarkozy, tout ce que cette politique peut apporter pour préparer l'avenir, en fédérant le meilleur de notre recherche avec nos ressources industrielles. Il faut étendre ce modèle au niveau européen, notamment en le finançant par une TVA aux frontières de l'Union.

Nous devons enfin établir un partenariat stratégique avec les grands voisins de l'Europe, notamment la Russie.

La Russie n'a pas vocation à entrer dans l'Union, mais nous devons structurer un partenariat politique et économique pour l'ancrer à l'ouest et l'aider à accomplir sa mutation démocratique. C'est l'un des enjeux majeurs pour asseoir notre capacité à peser face à la montée du continent asiatique.



L'UMP *de la reconquête !*

Le rassemblement des Français pour le redressement de la France est notre but. Pour l'atteindre, nous proposons de bâtir un parti plus démocratique, uni et conquérant.

Un parti plus démocratique

L'élection à la présidence de l'UMP du 18 novembre prochain doit constituer la première marche d'une avancée démocratique qui doit donner davantage la parole aux adhérents. Un grand parti d'opposition ne peut trouver son inspiration et sa respiration qu'en célébrant et cultivant la participation de tous. L'organisation d'une formation politique digne des enjeux et de la complexité du 21^{ème} siècle passe par une démocratisation du débat interne et par son appropriation par tous.

Nous souhaitons faire de la carte d'adhérent un porte-voix et un bulletin de vote permanent.

Nous nous engageons à associer chaque adhérent aux décisions stratégiques et à l'élaboration du projet de notre formation politique. Des référendums militants seront organisés plusieurs fois par an afin de donner tout son sens à une démocratie interne basée sur un principe simple : "un militant, une voix". **Les militants seront consultés pour la désignation de nos candidats à toutes les élections.** Il nous faudra également rénover notre Conseil national pour en faire un vrai parlement du mouvement en créant en son sein des commissions thématiques et en les déclinant via des groupes de travail dans les fédérations.

La démocratie militante que nous appelons de nos vœux sera aussi décentralisée. Elle le sera d'abord pour des raisons pragmatiques. Nos fédérations ont besoin de davantage d'autonomie pour ajuster leur action aux priorités locales car on ne fait pas de la politique de la même façon en Vendée ou dans les Bouches du Rhône ! Elle le sera ensuite en termes de réflexion. Il faut en finir avec la logique qui consiste à réserver au centre national le droit de réfléchir. Il faut pouvoir confier à des fédérations regroupées au niveau régional la conduite de la réflexion du mouvement sur des thématiques précises. A titre d'exemple, nous pensons que notre projet en matière agricole aura plus de profondeur et de portée s'il est mûri en Basse-Normandie ou dans le Limousin que s'il est écrit à Paris... **Cette décentralisation imposera au centre national d'accorder aux fédérations plus de moyens.**

Parce qu'il n'y a pas de victoire électorale sans domination intellectuelle, nous proposons de créer une **Revue intellectuelle imprimée et en ligne** afin d'élargir notre réflexion en invitant les grands noms de la pensée à s'exprimer parmi nous; de mettre en place un **débat interactif via un Réseau Social militant** pour pouvoir en confiance débattre et partager entre nous ; de développer un **"think tank"** à l'image des grandes fondations qui existent chez nos voisins européens.

Un rassemblement uni et exemplaire

Demain à l'UMP, chacun doit pouvoir faire entendre ses idées et ses convictions. Nous le souhaitons pour les "sensibilités" mais aussi pour chacun des adhérents. **Le rôle de Président de l'UMP est d'être le garant du débat, à tous les niveaux, mais il doit aussi être le responsable de la cohérence de notre message auprès de nos concitoyens !**

Gaullistes, centristes, libéraux, radicaux, droite populaire, droite humaniste, droite sociale... Chacune de ses sensibilités est légitime et utile au débat. Mais aucune d'entre-elle ne peut prétendre à elle seule rassembler la France et porter l'UMP à la victoire. Le Président de l'UMP doit veiller à notre unité car elle est la condition de notre crédibilité vis à vis des Français et de nos succès futurs. A vingt mois d'échéances capitales pour la reconquête des villes et des territoires, **nous n'accepterons pas que le débat au sein de notre mouvement se réduise à des confrontations qui ne seraient pas guidées par des idées mais par des compétitions de courants et de personnes.**

L'UMP a été créée pour mettre fin aux querelles byzantines et historiques de la Droite française. Dix ans après, il serait suicidaire de revenir en arrière. L'UMP est une synthèse. Elle est notre bien commun. La défaite de 2012 ne doit pas nous faire oublier les victoires passées et nous faire perdre l'âme constitutive de l'UMP : la foi dans le rassemblement de la droite républicaine et du centre.

Pour incarner une opposition exigeante, il faut être exigeant avec nous-mêmes.

Au cœur de notre projet pour la France, il y a la République des droits et des devoirs. Il doit en être de même à l'UMP où chacun devra être conscient de ses responsabilités. Nos militants et nos électeurs nous demandent d'être attentifs à notre unité et notre éthique. Ils ont raison. Pour mériter le respect et l'adhésion des Français, un devoir nous incombe, celui de nous respecter entre nous en rejetant certaines dérives du débat public qui ont contribué à le décrédibiliser. Le devoir aussi de respecter les décisions prises par notre mouvement, une fois qu'elles ont été débattues et adoptées collectivement.

Nous proposons l'élaboration d'**une charte des élus populaires** qui formalisera les droits et devoirs des élus et des personnes investies par notre mouvement. Elle devra être respectée par tous.

A l'avenir, il s'agira également de mettre en actes une de nos valeurs cardinales, la méritocratie. Le mérite doit revenir au cœur de la promotion militante. L'enracinement, le travail et le dévouement ne doivent pas apparaître comme des valeurs surannées mais comme des conduites d'avenir.

Un mouvement de reconquête : objectif 2014 !

Pour vaincre en 2014, notre organisation devra être rigoureuse et méthodique.

Dès le lendemain du Congrès, nous mettrons en place un "pôle reconquête".

L'UMP *de la reconquête !*

En lien étroit avec les services des élections, des fédérations, de l'animation, de la direction des études et de l'Association Nationale pour la Démocratie Locale, ce pôle devra repérer et sélectionner les candidats, coordonner les primaires là où elles seront nécessaires, investir les candidats en lien avec la commission d'investiture, au plus tard le 1^{er} octobre 2013, préparer une plateforme "objectif 2014".

Pour mieux préparer nos militants, cadres et candidats au combat électoral qui s'annonce, **une école des cadres décentralisée sera créée**. Les formations proposées seront élargies.

Nous devons promouvoir de nouveaux talents. Le vivier constitué par les Jeunes populaires et les Jeunes actifs doit être pleinement utilisé. La parité existe de fait dans la composition des listes aux municipales. Elle devra cependant être une ardente obligation dans la désignation de nos candidats aux scrutins uninominaux à venir.

Parce qu'il ne peut y avoir de mouvement populaire sans grande mobilisation, nous créerons, à l'instar de la CDU allemande, **le statut de sympathisant**. Ces sympathisants à la différence des adhérents n'auront pas le droit de vote en interne mais ils seront informés de tous nos débats et pourront y participer. Nous devons faire de l'UMP un parti citoyen ouvert à la société civile.

Le symbole de cette ouverture sera l'**instauration de primaires ouvertes** pour désigner le candidat de l'UMP lors des prochaines élections présidentielles. Pour cette élection, si décisive au redressement de la France, la légitimité de notre candidat et de notre projet s'ancrera ainsi dans les profondeurs du pays.

Nous sommes dans un moment de vérité. Le modèle français se fissure. La gauche est incapable de mesures énergiques. Notre conviction est que le redressement de notre pays passe par le redressement de notre parti. Ce projet constitue la première étape de notre combat commun, pour la France et pour la République.



Ensemble,
soyons les militants
de la France

francoisfillon.org

